

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pointe-Calumet

Code géographique : 72020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Binette, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Pointe-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-06-11

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
 États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
 Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
 Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Pointe-Calumet

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Municipalité de Pointe-Calumet (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et de l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grand Thornton, S.E.N.C.R.L.
Laval

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A1192220

DATE 2019-06-11

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	5 768 050	5 704 853
Compensations tenant lieu de taxes	2	76 123	78 208
Quotes-parts	3		
Transferts	4	306 916	724 818
Services rendus	5	329 925	566 775
Imposition de droits	6	334 265	281 936
Amendes et pénalités	7	103 361	125 857
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	151 800	138 430
Autres revenus	10	1 145	1 756
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	7 071 585	7 622 633
Charges			
Administration générale	14	1 113 522	1 098 770
Sécurité publique	15	2 022 880	2 243 028
Transport	16	1 482 153	1 675 045
Hygiène du milieu	17	1 458 631	1 414 756
Santé et bien-être	18	5 135	3 642
Aménagement, urbanisme et développement	19	195 872	242 130
Loisirs et culture	20	909 422	891 498
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	159 752	181 300
Effet net des opérations de restructuration	23		31 986
	24	7 347 367	7 782 155
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(275 782)	(159 522)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	13 398 597	13 642 132
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	2 139	(84 013)
Solde redressé	28	13 400 736	13 558 119
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	13 124 954	13 398 597

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	255 829	377 905
Débiteurs (note 5)	2	1 746 719	1 753 042
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	429 631	623 639
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>2 432 179</u>	<u>2 754 586</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	2 914	
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 527 001	1 300 001
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	716 542	688 790
Revenus reportés (note 12)	12	107 905	100 809
Dette à long terme (note 13)	13	5 945 865	6 022 094
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	107 806	125 343
	15	<u>9 408 033</u>	<u>8 237 037</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(6 975 854)</u>	<u>(5 482 451)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	19 759 444	18 672 996
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	21 425	21 425
Stocks de fournitures	19	41 979	36 565
Autres actifs non financiers (note 17)	20	277 960	150 062
	21	<u>20 100 808</u>	<u>18 881 048</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>13 124 954</u>	<u>13 398 597</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(275 782)	(159 522)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(2 397 640)	(999 712)
Produit de cession	3	583	
Amortissement	4	1 165 220	1 203 485
(Gain) perte sur cession	5	460	
Réduction de valeur / Reclassement	6	147 016	
	7	(1 084 361)	203 773
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(5 414)	19 110
Variation des autres actifs non financiers	10	(127 989)	(3 912)
	11	(133 403)	15 198
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	143	(47 410)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 493 403)	12 039
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(5 482 451)	(5 494 490)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(5 482 451)	(5 494 490)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(6 975 854)	(5 482 451)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(275 782)	(159 522)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 165 220	1 203 485
Autres			
-	3		3 353
-	4	460	
	5	889 898	1 047 316
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	8 718	194 890
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	29 675	(161 510)
Revenus reportés	9	7 613	18 868
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(16 555)	(4 211)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(5 414)	19 110
Autres actifs non financiers	13	(127 988)	(3 912)
	14	785 947	1 110 551
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 397 640)	(999 712)
Produit de cession	16	583	
	17	(2 397 057)	(999 712)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(194 008))	(5 095)
Cession	21		
	22	194 008	(5 095)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	690 800	4 924
Remboursement de la dette à long terme	24	(590 610)	(573 881)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 227 000	438 001
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(57)	6
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 327 133	(130 950)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(89 969)	(25 206)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	377 905	459 542
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(35 021)	(56 431)
Solde redressé	33	342 884	403 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	252 915	377 905

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Pointe-Calumet est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables") contenues dans le Manuel de comptabilité CPA Canada pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23, S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées:

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	4,7156 %
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	2,0556 %
- Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes:	13,2439 %.

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité et ses organismes contrôlés doivent faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité et ses organismes contrôlés pourraient prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité ou ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité ou ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures:

Conduite d'aqueduc	40 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Dépotoirs	40 ans
Chemins, rues, routes	40 ans
Surfaçage et resurfaçage majeur	15 ans
Éclairage de rue	20 ans
Autres infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Véhicules	5, 7 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	
Équipement informatique	5 ans
Ameublement	10 et 20 ans
Machineries, outillage et équipements	10 ans
Terrains	non amorti

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt du rôle de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt du rôle.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****F) Avantages sociaux futurs**

Municipalité de Pointe-Calumet
Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes

Régime de retraite à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs.

Cette méthode est prescrite par le chapitre SP3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnées le 5 décembre 2014 ("la Loi RRSM"). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, et des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la "Section 3 - Commentaires sur les résultats" du Rapport 2018 sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraites à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de Police du Lac de Deux-Montagnes.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante: valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Mesures d'allégement fiscal transitoires
- Modifications comptables du 1er janvier 2000:
 - salaires et avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans (Municipalité);
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais d'escompte sur émissions d'obligation

Les frais d'escompte sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 255 829	377 905
Découvert bancaire	2 (2 914)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 252 915	377 905
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 252 915	377 905
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 526 739	538 612
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 798 537	814 866
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 130 592	91 049
Organismes municipaux	15 33 186	42 373
Autres		
- autres	16 184 320	199 903
- intérêts	17 73 345	66 239
	18 1 746 719	1 753 042
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 541 847	631 481
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 541 847	631 481
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	429 631	623 639
	32	429 631	623 639
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(107 806)	(125 343)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(107 806)</u>	<u>(125 343)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	73 769	79 291
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	96 648	96 527
Autres régimes (REER et autres)	41		652
Régimes de retraite des élus municipaux	42		47
	43	<u>170 417</u>	<u>176 517</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'une marge de crédit de 700 000\$ portant intérêts au taux préférentiel (3.95%; 3.20% au 31 décembre 2017) et renouvelable en mai 2021. Cette marge est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité. Au 31 décembre 2018, la marge était inutilisée.

De plus, la municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 3 778 545\$ (2 690 220\$ au 31 décembre 2017) portant intérêt au taux préférentiel (3.95%; 3.20% au 31 décembre 2017) et renouvelable à différente date entre mars 2020 à septembre 2036.

Les organismes du périmètre comptable bénéficient également de facilité de crédit:

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 500 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel (3.95%; 3.20% au 31 décembre 2017). Ces facilités de crédit sont renouvelable annuellement. La marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2018.

La Régie de Traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilité de crédit autorisées de 800 000\$ (500 000\$ au 31 décembre 2017) qui portent intérêts au taux préférentiel (3.95%; 3.20% au 31 décembre 2017). Ces facilités de crédit sont renouvelable annuellement. La facilité de crédit n'était pas utilisée au 31 décembre 2018.

La Régie de Police du lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 750 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (3.95%; 3.20% au 31 décembre 2017), renouvelable en juin 2019.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	328 981	292 786
Salaires et avantages sociaux	48	301 999	292 443
Dépôts et retenues de garantie	49	20 780	15 777
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- autres	53	1 343	1 790
-	54		
- Intérêts courus sur dette	55	32 181	35 670
- Frais perçus d'avance	56	31 258	36 942
- autres courus	57		13 382
	58	716 542	688 790

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- subvention taxe d'accise	68	92 536	95 482
- Intérêts courus	69		398
- produits de la criminalité	70	15 369	4 929
-	71		
	72	107 905	100 809

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

							2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,02	3,35	2019	2038	73		5 457 148	5 274 034
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78		488 830	748 115
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80			
					81		5 945 978	6 022 149
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(113)	(55)	
					83		5 945 865	6 022 094

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	561 551	100	109	82 880	117	644 431
2020	85	93	555 684	101	110	84 880	118	640 564
2021	86	94	521 541	102	111	78 520	119	600 061
2022	87	95	530 752	103	112	60 500	120	591 252
2023	88	96	504 075	104	113	182 050	121	686 125
2024 et +	89	97	2 783 545	105	114		122	2 783 545
	90	98	5 457 148	106	115	488 830	123	5 945 978
Intérêts et frais accessoires				107	()		124	()
	91	99	5 457 148	108	116	488 830	125	5 945 978

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 517 701)	(6 175 386)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	(692 935)
Autres	128	(541 847)	()
	129	(6 975 854)	(5 482 451)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	13 469 506	158		185	178 200	212	13 291 306
Eaux usées	131	1 282 792	159		186		213	1 282 792
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	1 488 211	160		187		214	1 488 211
Autres	133	19 145 245	161	16 812	188		215	19 162 057
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 884 230	163	116 883	190		217	3 001 113
Améliorations locatives	136	24 540	164	1 161	191		218	25 701
Véhicules	137	1 005 294	165	47 162	192	6 272	219	1 046 184
Ameublement et équipement de bureau	138	525 932	166	49 544	193		220	575 476
Machinerie, outillage et équipement divers	139	413 691	167	31 107	194		221	444 798
Terrains	140	44 619	168	5 813	195		222	50 432
Autres	141	(75 155)	169	11 987	196		223	(63 168)
	142	<u>40 208 905</u>	170	<u>280 469</u>	197	<u>184 472</u>	224	<u>40 304 902</u>
Immobilisations en cours	143	<u>2 020 012</u>	171	<u>2 117 171</u>	198		225	<u>4 137 183</u>
	144	<u>42 228 917</u>	172	<u>2 397 640</u>	199	<u>184 472</u>	226	<u>44 442 085</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	7 807 597	173	333 521	200	31 185	227	8 109 933
Eaux usées	146	517 031	174	37 321	201		228	554 352
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 032 249	175	196 604	202		229	1 228 853
Autres	148	11 547 967	176	416 115	203		230	11 964 082
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 190 561	178	72 099	205		232	1 262 660
Améliorations locatives	151	1 364	179	2 756	206		233	4 120
Véhicules	152	644 638	180	58 122	207	7 315	234	695 445
Ameublement et équipement de bureau	153	496 975	181	28 274	208		235	525 249
Machinerie, outillage et équipement divers	154	317 539	182	20 408	209		236	337 947
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>23 555 921</u>	184	<u>1 165 220</u>	211	<u>38 500</u>	238	<u>24 682 641</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>18 672 996</u>					239	<u>19 759 444</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	21 425	21 425
	253	21 425	21 425
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	21 425	21 425
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	297 627	170 545
-	257		
-	258		
Autres			
-	259	(19 667)	(20 483)
-	260		
	261	277 960	150 062
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, de cueillette, transport des matières résiduelles et d'entretien échéant à diverses dates entre avril 2018 et avril 2023, à verser une somme totale de 2 324 351\$. De plus, les organismes contrôlés se sont engagés dans divers contrats et baux échéant jusqu'en 2027. La quote-part totale des obligations revenant à la municipalité est de 2 403 059\$. Les versements reliés à ces engagements se répartissent comme suit pour les 5 prochaines années :

2019	560 154\$
2020	567 317\$
2021	568 367\$
2022	510 010\$
2023	163 446\$

19. Droits contractuels

s/o

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

Inondations

En avril et mai 2017, le Québec a été aux prises avec une crue des eaux exceptionnelle qui a causée des inondations dans plusieurs Villes et Municipalités de la province. La municipalité a été touchée par ces inondations et a engagé des coûts afin d'aider ses citoyens à faire face à la situation. Les coûts engagés sont principalement l'achat de sacs de sable, la location d'équipements spécialisés, l'embauche temporaire de ressources supplémentaires et le paiement de temps supplémentaire. Le Gouvernement du Québec a alors annoncé qu'une partie de ces coûts pourrait être remboursée. A ce jour, la municipalité a reçu une avance de 100 000\$ et notre dossier est actuellement à l'étude. Notre réclamation totale s'élève à 156 329\$.

Subséquent à la fin de l'exercice, la municipalité à de nouveau fait face à des inondations causés par la crue des eaux. À ce jour, la municipalité à encourue des frais d'au moins 250 000\$ environ pour venir en aide à ses citoyens. Il est toutefois trop tôt pour identifier l'ampleur des frais encourus. Des demandes de réclamations ont été envoyés au gouvernement, le dossier est toujours à l'étude.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

s/o

22. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

23. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	5 704 853	5 733 611	5 768 050			5 768 050	
Compensations tenant lieu de taxes	2	78 208	78 488	76 123			76 123	
Quotes-parts	3							
Transferts	4	404 536	219 968	253 300		1 574	254 874	
Services rendus	5	455 922	217 100	272 609		57 316	329 925	
Imposition de droits	6	281 936	308 000	334 265			334 265	
Amendes et pénalités	7	34 321	20 000	5 235		98 126	103 361	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	138 430	130 200	151 800			151 800	
Autres revenus	10	1 703		1 575		(430)	1 145	
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	7 099 909	6 707 367	6 862 957		156 586	7 019 543	
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	219 237		52 042			52 042	
Imposition de droits	16							
Autres revenus	17							
Contributions des promoteurs	18							
Autres	19							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20	219 237		52 042			52 042	
	21	7 319 146	6 707 367	6 914 999		156 586	7 071 585	
Charges								
Administration générale	22	1 051 114	1 063 517	1 080 643	32 934		1 113 522	
Sécurité publique	23	1 992 239	1 789 233	1 782 169	207 041	33 670	2 022 880	
Transport	24	1 258 212	1 226 008	1 256 434	225 719		1 482 153	
Hygiène du milieu	25	919 646	1 020 746	964 944	494 212		1 458 631	
Santé et bien-être	26	3 642	14 675	5 135			5 135	
Aménagement, urbanisme et développement	27	240 873	218 971	194 615	1 257		195 872	
Loisirs et culture	28	744 597	821 213	765 366	144 056		909 422	
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	147 871	133 920	130 538		29 214	159 752	
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	1 143 123	1 143 123	1 105 219	(1 105 219)			
	33	7 501 317	7 431 406	7 285 063		62 884	7 347 367	
	34	(182 171)	(724 039)	(370 064)		93 702	(275 782)	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(182 171)	(724 039)	(370 064)	93 702	(275 782)	
Moins: revenus d'investissement	2	(219 237)	()	(52 042)	()	(52 042)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(401 408)	(724 039)	(422 106)	93 702	(327 824)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 143 123	1 143 123	1 105 219	60 001	1 165 220	
Produit de cession	5				583	583	
(Gain) perte sur cession	6				460	460	
Réduction de valeur / Reclassement	7			147 016		147 016	
	8	1 143 123	1 143 123	1 252 235	61 044	1 313 279	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(509 435)	(541 760)	(526 985)	(26 979)	(553 964)	
	18	(509 435)	(541 760)	(526 985)	(26 979)	(553 964)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(20 603)	()	(66 880)	(29 115)	(95 995)	
Excédent (déficit) accumulé	20	50 000	79 578	79 580	2 535	82 115	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	40 000	66 550	83 733		83 733	
Excédent de fonctionnement affecté	22	(165 039)	(23 452)	(28 715)	(206)	(28 921)	
Réserves financières et fonds réservés	23				(6 225)	(6 225)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir							
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(95 642)	122 676	67 718	(33 011)	34 707	
	26	538 046	724 039	792 968	1 054	794 022	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	136 638	370 862	94 756	466 198	466 198	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	219 237	52 042		52 042
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(71 073)	(7 722)	()	(7 722)
Sécurité publique	3	(90 733)	(394 826)	(71 167)	(465 993)
Transport	4	(534 909)	(1 062 092)	()	(1 062 092)
Hygiène du milieu	5	(110 983)	(393 590)	(174)	(393 764)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(6 352)	()	(6 352)
Loisirs et culture	8	(166 224)	(461 717)	()	(461 717)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(973 922)	(2 326 299)	(71 341)	(2 397 640)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13		690 800		690 800
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	20 603	66 880	29 115	95 995
Excédent accumulé	15		406 477	21 630	428 107
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	98 517	56 230		56 230
Réserves financières et fonds réservés	18	119 120	529 587	50 745	580 332
	19	(854 802)	(1 105 912)	(20 596)	(1 126 508)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(635 565)	(1 053 870)	(20 596)	(1 074 466)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	40 079	(105 828)	361 657	255 829
Débiteurs (note 5)	2	1 605 222	1 637 443	109 276	1 746 719
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	623 639	429 631		429 631
Participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	2 268 940	1 961 246	470 933	2 432 179
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			2 914	2 914
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 300 001	2 527 001		2 527 001
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	398 681	459 492	257 050	716 542
Revenus reportés (note 12)	12	85 245	92 536	15 369	107 905
Dette à long terme (note 13)	13	5 828 115	5 813 330	132 535	5 945 865
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			107 806	107 806
	15	7 612 042	8 892 359	515 674	9 408 033
	16	(5 343 102)	(6 931 113)	(44 741)	(6 975 854)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	18 000 239	19 074 303	685 141	19 759 444
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	21 425	21 425		21 425
Stocks de fournitures	19	36 565	41 979		41 979
Autres actifs non financiers (note 17)	20	140 968	268 801	9 159	277 960
	21	18 199 197	19 406 508	694 300	20 100 808
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	858 608	413 535	103 079	516 614
Excédent de fonctionnement affecté	23	673 371	776 912	9 271	786 183
Réserves financières et fonds réservés	24	195 402	167 889	24 424	192 313
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 552)	(1 276)	(86 350)	(87 626)
Financement des investissements en cours	26	(1 611 211)	(2 659 268)		(2 659 268)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	12 742 477	13 777 603	599 135	14 376 738
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	12 856 095	12 475 395	649 559	13 124 954

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	1 541 256	1 540 383	1 540 383	1 591 094
Charges sociales	2	327 799	333 853	333 853	323 816
Biens et services	3	2 064 250	1 935 525	1 908 613	2 309 136
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	116 521	128 481	153 340	171 495
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	13 899		1 574	2 445
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	3 500	2 057	4 838	7 360
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 019 383	2 047 225	2 047 225	1 961 366
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	130 975	140 070	140 070	135 348
Amortissement des immobilisations	14	1 143 123	1 105 219	1 165 220	1 203 485
Autres					
-	15	70 700	52 250	52 251	44 624
-	16				31 986
-	17				
	18	7 431 406	7 285 063	7 347 367	7 782 155

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 516 614	900 144
Excédent de fonctionnement affecté	2 786 183	682 048
Réserves financières et fonds réservés	3 192 313	219 722
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (87 626 ) (	95 860)
Financement des investissements en cours	5 (2 659 268)	(1 611 211)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 14 376 738	13 303 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	13 124 954	13 398 597
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 413 535	858 608
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 103 079	41 536
	11 516 614	900 144
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
-	12 776 912	673 371
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 776 912	673 371
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22 9 271	8 677
-	23	
-	24	
	25 9 271	8 677
	26 786 183	682 048
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 167 888	195 402
Organismes contrôlés et partenariats	38 22 202	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40 2 223	24 320
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47 192 313	219 722
	48 192 313	219 722

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	1 276) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 (	86 350) (
	68 (	87 626) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	87 626) (
		95 860)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (2 659 268 ) (	( 1 611 211)
	84 (2 659 268)	(1 611 211)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 19 759 444	18 672 996
Propriétés destinées à la revente	86 21 425	21 425
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 19 780 869	18 694 421
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 19 780 869	18 694 421
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (5 945 865 ) (	6 022 094)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (113 ) (	55)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 541 847	631 481
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (5 404 131 ) (	5 390 668)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	(1))
	100 (5 404 131 ) (	5 390 667)
	101 14 376 738	13 303 754

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (124 361)	(129 553)
Charge de l'exercice	4 (73 769)	(79 291)
Cotisations versées par l'employeur	5 90 324	83 501
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(107 806)</u>	<u>(125 343)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 3 730 155	3 742 280
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (3 894 380)	(3 795 941)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (164 225)	(53 661)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 56 419	(71 682)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (107 806)	(125 343)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(107 806)</u>	<u>(125 343)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 3 730 155	3 145 197
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (3 894 380)	(3 198 858)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (164 225)	(53 661)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 155 219	160 984
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	160 984
	20 155 219	160 984
Cotisations salariales des employés	21 ()	(87 433)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (80 126)	()
	23 75 093	73 551
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (4 105)	(667)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	5 206
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	(5 206)
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>70 988</u>	<u>72 884</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 225 544	212 910
Rendement espéré des actifs	33 (222 763)	(206 503)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 2 781	6 407
Charge de l'exercice	35 <u>73 769</u>	<u>79 291</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (20 263)	283 925
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (<u>222 763</u>)	(<u>206 503</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (243 026)	77 422
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40 132 969	138 291
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 8 079	10 946
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,05 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,05 %	5,97 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,93 %	2,98 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,20 %	2,24 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	96 527
	112	96 648
	96 648	96 527

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	652

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	47
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	47

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 380 795	4 413 532	4 335 945
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 380 795	4 413 532	4 335 945
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	335 086	333 562	339 291
Égout	11	51 443	51 578	52 899
Traitement des eaux usées	12	40 319	40 529	39 293
Matières résiduelles	13	549 120	545 214	552 545
Autres				
-	14	299 600	298 812	300 119
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	24 000	31 516	31 092
Service de la dette	18	53 248	53 307	53 669
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 352 816	1 354 518	1 368 908
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 352 816	1 354 518	1 368 908
	27	5 733 611	5 768 050	5 704 853

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	488	488	488
	32	488	488	488
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	8 000	6 747	7 150
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	70 000	68 888	70 570
	36	78 000	75 635	77 720
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	78 488	76 123	78 208
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	78 488	76 123	78 208

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	1 722	1 722	158 993
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	36 212	27 765	27 515
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			61 849
Transport adapté	62			8 049
Transport scolaire	63			
Autres	64			25 881
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		1 574	2 446
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	130 200	147 606	145 294
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	43 556	54 847	52 574
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	10 000	21 360	20 160
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	219 968	253 300	502 761

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			642
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	52 042	52 042	210 451
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			2 178
Transport par eau	105			
Autres	106			8 786
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	52 042	52 042	222 057

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	219 968	305 342	306 916
				724 818

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	6 717	6 717	14 611
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	6 717	6 717	14 611
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			193 785
Autres	155			
	156			193 785
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	6 717	6 717	208 396

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	15 000	31 851	22 598
	187	15 000	31 851	22 598
Sécurité publique				
Police	188			38 427
Sécurité incendie	189	30 000	36 175	36 175
Sécurité civile	190			
Autres	191			20 792
	192	30 000	36 175	59 219
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193		717	496
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			64 985
Transport adapté	197			5 078
Transport scolaire	198			2 363
Autres	199			
Autres	200			
	201		717	72 922
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	8 000	3 000	9 000
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205	5 000	4 668	4 576
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208	15 600	19 603	18 603
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	28 600	27 271	32 179
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	143 500	169 878	171 461
	225	143 500	169 878	171 461
Réseau d'électricité	226			
	227	217 100	265 892	358 379
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	217 100	272 609	566 775

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	38 000	46 130	45 820
Droits de mutation immobilière	230	270 000	288 135	236 116
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	308 000	334 265	281 936
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	20 000	5 235	125 857
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	130 200	151 800	138 430
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(460)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245		1 575	1 756
	246		1 575	1 756
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	129 317	124 604		124 604	124 604	108 436
Grefe et application de la loi	295 514	290 365		290 365	290 365	331 999
Gestion financière et administrative	238 465	238 731		238 731	241 214	249 719
Évaluation	177 684	200 164		200 164	200 164	164 702
Gestion du personnel	14 820	11 396		11 396	11 396	22 187
Autres						
-	207 717	215 383	32 934	248 317	245 779	221 727
-						
8	1 063 517	1 080 643	32 934	1 113 577	1 113 522	1 098 770
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	1 328 280	1 330 757		1 330 757	1 364 427	1 378 552
Sécurité incendie	293 138	284 199	70 823	355 022	355 022	405 041
Sécurité civile	96 510	82 867	136 218	219 085	219 085	372 131
Autres	71 305	84 346		84 346	84 346	87 304
13	1 789 233	1 782 169	207 041	1 989 210	2 022 880	2 243 028
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	629 011	641 529	221 827	863 356	863 356	945 666
Enlèvement de la neige	177 448	203 234		203 234	203 234	173 167
Éclairage des rues	48 500	48 595		48 595	48 595	47 714
Circulation et stationnement	23 000	20 329		20 329	20 329	20 582
Transport collectif						
Transport en commun	348 049	342 747		342 747	342 747	484 025
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
21			3 892	3 892	3 892	3 891
22	1 226 008	1 256 434	225 719	1 482 153	1 482 153	1 675 045

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout				3 534	3 534	3 125
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	6 000	3 534			485 392
Réseau de distribution de l'eau potable	24	233 626	178 350	333 521	511 871	22 366
Traitement des eaux usées	25	20 502	20 500		20 500	222 200
Réseaux d'égout	26	76 256	77 464	159 907	237 371	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	179 041	194 979		194 979	228 149
Élimination	28	168 684	152 818		152 818	198 706
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	92 433	92 760	653	93 413	103 895
Tri et conditionnement	30	12 368	13 850		13 850	11 340
Matières organiques						
Collecte et transport	31	69 180	70 657		70 657	11 628
Traitement	32	17 165	33 132		33 132	5 318
Matériaux secs	33	82 032	56 766	131	56 897	87 842
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	63 459	70 134		70 134	34 795
Autres	39					
	40	1 020 746	964 944	494 212	1 459 156	1 414 756
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	14 675	5 135		5 135	3 642
	44	14 675	5 135		5 135	3 642
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	188 506	164 150	1 257	165 407	211 816
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique	48	30 465	30 465		30 465	30 314
Industries et commerces	49					
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	218 971	194 615	1 257	195 872	242 130

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	233 533	234 727	59 976	294 703	292 937
Patinoires intérieures et extérieures	54	22 013	18 004	323	18 327	14 529
Piscines, plages et ports de plaisance	55	64 488	48 141	1 741	49 882	55 607
Parcs et terrains de jeux	56	234 347	214 406	80 212	294 618	286 818
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	35 000	32 012		32 012	30 311
	60	589 381	547 290	142 252	689 542	680 202
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	53 000	51 207		51 207	43 233
Bibliothèques	62	178 832	166 869	1 804	168 673	168 063
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	231 832	218 076	1 804	219 880	211 296
	67	821 213	765 366	144 056	909 422	891 498
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	128 550	126 611		126 611	141 838
Autres frais	70	1 870	1 870		1 870	32 102
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					6 407
Autres	72	3 500	2 057		2 057	953
	73	133 920	130 538		130 538	181 300
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					31 986
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 143 123	1 105 219	(1 105 219)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pointe-Calumet

Code géographique : 72020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		
	Usines de traitement de l'eau potable	2	7 256	7 256
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4		
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	979 696	979 696
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	442 141	442 141
	Autres infrastructures	11	718 420	718 420
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	2 944	2 944
	Édifices communautaires et récréatifs	14	86 266	86 266
	Améliorations locatives	15		1 161
	Améliorations locatives			17 800
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	48 405	95 567
	Autres			30 584
	Ameublement et équipement de bureau	18	14 490	20 349
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	20 868	26 038
	Machinerie, outillage et équipement divers			49 211
	Terrains	20	5 813	5 813
	Terrains			10 773
	Autres	21		11 989
	Autres			(38 814)
		22	2 326 299	2 397 640
				999 712

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23		
	Usines de traitement de l'eau potable	24	7 256	7 256
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26		
	Autres infrastructures	27	2 140 257	2 140 257
	Autres infrastructures			783 740
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	178 786	250 127
	Autres immobilisations			215 972
		34	2 326 299	2 397 640
				999 712

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 240 677	173 158	55 017	1 358 818
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 151 978	517 642	626 546	4 043 074
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 392 655	690 800	681 563	5 401 892
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	631 481		89 634	541 847
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	631 481		89 634	541 847
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	631 481		89 634	541 847
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	(692 935)		(692 935)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17			56 952	(56 952)
	18	(61 454)		(546 349)	484 895
	19	5 331 201	690 800	135 214	5 886 787
Dette en cours de refinancement	20	(61 452)		4 500	(56 952)
Reclassement / Redressement	21	629 496		629 496	2 239
Dette à long terme	22	6 022 149	690 800	769 210	5 945 978

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	5 813 330
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 659 268
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 269
--	---	-------

Débiteurs	9	541 847
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 929 482
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	7 929 482
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	18 214
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	135 231
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	8 082 927
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 082 927
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	5 000	2 578	7 921
Évaluation	2	177 484	200 164	164 548
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	1 328 280	1 330 147	1 334 348
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	297 049	288 193	277 724
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	168 737	181 828	135 171
Matières résiduelles	12	12 368	13 850	11 340
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	30 465	30 465	30 314
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 019 383	2 047 225	1 961 366

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 326 299	973 922
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 326 299	973 922

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	5,00	38,00	8 745,00	426 816	108 315	535 131
2 Professionnels						
3 Cols blancs	7,00	33,50	10 740,00	310 435	87 590	398 025
4 Cols bleus	54,00	40,00	27 843,00	542 911	115 317	658 228
5 Policiers						
6 Pompiers	21,00	4,00	30 567,00	145 938	15 742	161 680
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	87,00		77 895,00	1 426 100	326 964	1 753 064
9	7,00			114 283	6 889	121 172
10	94,00			1 540 383	333 853	1 874 236

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
12 Eau et égout					
13 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
14 Réseau de distribution de l'eau potable					
15 Traitement des eaux usées					
16 Réseaux d'égout	240 322	23 764	7 200	34 056	305 342
17 Autres	240 322	23 764	7 200	34 056	305 342

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 057	890
	4	2 057	890
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	29 651	36 117
Sécurité civile	7	2 249	2 728
Autres	8		
	9	31 900	38 845
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	38 988	42 638
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	38 988	42 638
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	36 668	40 668
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	36 668	40 668
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	20 925	24 830
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	20 925	24 830
Réseau d'électricité			
	40		
	41	130 538	147 871

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Beauchamp, Patrick	7 281	3 628
Bédard, Serge	7 608	3 790
Cloutier, Vicky	7 281	3 628
Fontaine, Sonia	33 069	16 502
Kennedy, Robert	7 281	3 628
Legault, Barbara	7 281	3 628
Victor, Tony	8 371	4 167

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	350 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pointe-Calumet

Code géographique : 72020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de
la Municipalité de Pointe-Calumet

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Pointe-Calumet (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Laval

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A119220

DATE 2019-06-11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	5 768 050
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	39 082
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	31 516
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>5 697 452</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	523 571 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>525 118 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>524 345 050</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 8 6 6 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Pointe-Calumet

Code géographique : 72020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 493 444
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	4 493 444

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	335 086
Égout	11	54 197
Traitement des eaux usées	12	37 831
Matières résiduelles	13	550 095
Autres		
-	14	300 272
-	15	173 740
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000
Service de la dette	18	50 283
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 531 504
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 531 504
	27	6 024 948

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	488
	5	488
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	8 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	70 000
	9	78 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	78 488

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	14 000
	21	14 000

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	92 488

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 497 708 280	X 5 0,8493	/100\$ 6 4 227 219				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 6 965 000	X 8 0,8493	/100\$ 9 59 154				
Immeubles non résidentiels	10 19 706 020	X 11 1,0508	/100\$ 12 207 071				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 4 493 444	26 () 27 () 28 ()	29		4 493 444
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 () 57 ()	58		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 1 | 0	,	0 | 0	\$	
Égout	2	1 | 4 | 5	,	6 | 9	\$	
Eau et égout	3		,		\$	
Traitement des eaux usées	4		,	9 | 5	7 | 8	\$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 5	,	0 | 0	\$	

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Vidanges des fosses septiques	165,4700	4	unité d'évaluation
Pavage - 52e & 53e avenue	0,2323	7	superficie
Pavage - 52e & 53e avenue	6,6601	7	frontage
Pavage Simonne, 38e & 55e ave.	0,4306	7	superficie
Mur de soutènement - Picardie	10,5550	7	unité d'évaluation
Transport en commun	112,0000	4	tarif fixe
Taxe d'eau - piscine	25,0000	4	tarif fixe
Taxe d'eau - commerce	126,0000	4	tarif fixe
Taxe d'ordures - commerce	195,0000	4	tarif fixe

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 024 948
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	39 699
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	5 955 249

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	524 379 300
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<table style="display: inline-table; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;"> </td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;"> </td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">1</td> <td style="border: 1px solid black; width: 10px; text-align: center;">,</td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;"> </td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">1</td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">3</td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">5</td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">7</td> <td style="border: 1px solid black; width: 20px; text-align: center;">/100 \$</td> </tr> </table>			1	,		1	3	5	7	/100 \$
		1	,		1	3	5	7	/100 \$			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 4 227 219		4 493 444
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 49 756		50 283
Autres	13 1 413 790		1 451 221
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 5 690 765		5 994 948

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	7 549 036 \$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	590 380 \$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	138 361 \$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	85 846 \$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-11

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Linda Binette , atteste que le rapport financier consolidé de Pointe-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-11.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Pointe-Calumet.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pointe-Calumet consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Pointe-Calumet détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-17 16:00:26

Date de transmission au Ministère : 2019/06/17